

## Énergie

# Le check-up de Amara

● La prospection prend son envol et une volonté de faciliter encore plus la tâche aux sociétés mondiales dans le domaine. Bientôt, l'ouverture de la moyenne tension et la levée du plafonnement de 50MW.

Peut-on parler de transition énergétique pour le Maroc ? Oui, dit le ministre de l'Énergie, Abdelkader Amara estime que l'on y est même acculé pour ne pas revivre les mêmes problèmes de délestage et autre comme en 2007-2008. Aujourd'hui, une feuille de route est mise en place pour que les produits pétroliers n'occupent en 2025 que 46% du bouquet énergétique du pays au lieu de 61% en 2008. Quant aux énergies renouvelables, l'on espère que leur part dans la balance passera à 14,2% contre seulement 2% en 2008. Aujourd'hui et malgré tous les efforts menés, la dépendance énergétique du pays est de 93,6% avec l'objectif de passer à 85% en 2025. Comment ? Amara l'explique en détail

### Prospection pétrolière : du concret dans 3 ans

La prospection pétrolière entame une courbe ascendante, selon le ministre de l'Énergie, Abdelkader Amara, qui intervenait hier au Forum de la MAP à Rabat. Il a annoncé que le Maroc disposait de 900.000 km<sup>2</sup> de bassins sédimentaires y compris l'offshore, dont seulement 400.000 km<sup>2</sup> sont concernés par la prospection pétrolière. Le potentiel reste très grand, sachant que 34 entreprises mondiales prospectent au Maroc grâce à des dispositions attractives comme le pourcentage de 75% qui leur est accordé. Prudent, le ministre précise que ce n'est pas pour autant que le Maroc deviendra un pays pétrolier, « du moins pas dans le court terme ». Le ministre a indiqué à ce propos que des mesures encore plus incitatives seront prises pour accélérer la cadence en matière de forages. L'objectif est de passer de pays frontrière, en matière de richesses pétrolières, à promoteur. Toutefois et contrairement à ce qui est relayé dans la presse, le ministre affirme qu'il n'y a pas eu jusqu'ici de découverte consis-



tante. Pour lui, ce que les communiqués des entreprises de prospection mettent en avant repose uniquement sur des probabilités. À peine parle-t-on en effet de millions de m<sup>3</sup> de gaz dans la région de Sebou, notamment, alors qu'il faut quelques milliards de m<sup>3</sup> pour parler de découverte sérieuse, qu'Amara pense pouvoir réaliser dans 2 à 3 ans. À cet horizon-là, l'on croit pouvoir baisser la facture énergétique du pays et diminuer sa dépendance surtout en disposant des outils nécessaires pour mieux négocier les approvisionnements. Aujourd'hui, plusieurs éléments permettent cet enthousiasme. L'offshore rentre désormais en jeu. À titre d'illustration, le géant de la prospection Cosmos a investi 7MMDH pour la location d'une plateforme sur 3 ans afin d'effectuer des forages en offshore marocain. Ce genre de prise de risque renseigne sur les capacités du pays.

### La transition énergétique : une obligation plus qu'un choix

Ce sont effectivement les délestages de 2007 et de 2008 qui ont mis le gouvernement devant ses responsabilités en matière de sécurité énergétique. En 2008, la dépendance énergétique du pays a

été de presque 98%, un taux qui est passé à 93,6% en 2013. La production hydroélectrique, comme l'agriculture, dépend des précipitations. La biomasse a une petite rentabilité, tandis que le nucléaire se présente comme une alternative, chère au ministre, mais qui ne peut être envisageable qu'à partir de 2030. « Toutefois, si les données régionales changent, ce projet peut être activé », affirme le ministre de l'Énergie. Une loi sur la sécurité nucléaire a été adoptée en attendant de mettre en place une agence dédiée. Il fallait diversifier ses sources d'énergie et se tourner naturellement vers les énergies renouvelables. Le rendement de l'énergie éolienne est presque le même que celui de l'énergie fossile. Le ministre promet de dépasser les 2.000 MW programmés. Le gagnant de l'appel d'offres pour 5 stations éoliennes devra être connu avant la fin de l'année, annonce le ministre de l'Énergie. Au même titre d'ailleurs que l'appel d'offres portant sur la deuxième tranche de la station solaire de Ouarzazate. Par ailleurs, le ministre de l'Énergie ne jure plus que par le gaz naturel liquéfié (GNL) dont les premières gouttes, selon lui, arriveront en 2020. Ce produit est très intéressant dans la mesure

où il devra entrer fortement dans la production de l'électricité pour son rendement. Le ministre a par ailleurs parlé d'un bon mariage entre le gaz et l'énergie renouvelable pour améliorer l'indépendance énergétique du pays. Enfin, il faut savoir que l'introduction du GNL permettra de baisser de 25% la facture énergétique qui est de 100 MMDH.

### Énergie solaire : Pas de problème de financement

Le ministre a affirmé qu'il existe un intérêt grandissant pour l'énergie solaire thermique qui donne la possibilité du stockage, qui est aujourd'hui de 3 heures et qui peut facilement aller jusqu'à 5 heures. Et d'ajouter qu'il y a un vrai engouement pour ce genre de projet contrairement à ce qui est mis en avant. Amara met surtout l'accent sur le potentiel du photovoltaïque dans le cadre de l'ouverture à la production privée de la moyenne tension. Il s'agit d'un potentiel de 4.600 MW à l'horizon 2030, soit trois fois la station thermique de Safi. Fait marquant et comme ce qui a été fait pour la haute tension, le ministre annonce l'ouverture de ce marché dans les semaines à venir par le biais d'un simple décret. Plus encore, la basse tension sera aussi ouverte à la concurrence dans le très court terme. Tout cela dans le sillage de la mise en place d'une agence de régulation qui devra bientôt voir le jour. Enfin, il est devenu possible pour les industriels privés et publics de produire de l'électricité au-delà du plafonnement de 50MW avec accès au réseau.



Selon Amara, le Maroc disposait de 900.000 km<sup>2</sup> de bassins sédimentaires y compris l'offshore, dont seulement 400.000 km<sup>2</sup> sont concernés par la prospection pétrolière.

### Transition énergétique : 200MMDH d'investissements jusqu'en 2020

Il s'agit d'investissements colossaux principalement dans les infrastructures de transport d'énergie qui totalisent 190MMDH, affirme le ministre. Dans ce même ordre d'idées, la troisième interconnexion avec l'Espagne est pour bientôt après un blocage dû à des raisons politiques et économiques, explique Amara. L'objectif est d'arriver à une capacité supplémentaire de 700MW qui devra s'ajouter à 1.400MW existants. Idem pour l'interconnexion avec la Mauritanie qui est aujourd'hui à l'étude.

PAR MOSTAFA BENTAK  
m.bentak@leseco.ma